

COMMUNIQUÉ des Collectifs BNM (Inter-BNM)

POLITIQUE DE L'EAU : L'ÉTAT AU SERVICE DES IRRIGANTS ET DE LA FNSEA, CONTRE L'INTÉRÊT GÉNÉRAL



Le 03/02/26

Dans un communiqué du 1^{er} janvier, le gouvernement a annoncé la reconduction en 2026 du Fonds Hydraulique, une opération de soutien aux travaux d'irrigation et à la création de bassines. En tout, et en maintenant l'opacité sur les destinataires, ce sont 97 projets répartis sur toute la France, y compris la Réunion et la Guadeloupe, qui vont bénéficier d'une enveloppe de 60 millions d'euros.

Le Premier ministre donne des gages aux agriculteur.ices en colère mais ne répond absolument pas aux enjeux de la revendication des éleveur.euses. Sous influence de la corporation des irrigants, Lecornu poursuit la politique de privatisation de l'eau plutôt que de doter de moyens la restauration des cours d'eau et des prairies humides. La restauration des milieux aquatiques et des zones humides, associée à l'agroécologie, sont les axes majeurs d'une véritable préservation de la capacité offerte à tous et toutes de pouvoir boire une eau potable et de pouvoir pratiquer une agriculture durable et nourricière.

Pire, ce sont les demandes de l'agro-industrie qui guident les orientations du gouvernement. Les irrigants et la FNSEA s'appuyant sur la loi Duplomb téléguident Lecornu. La réduction de l'emploi des pesticides et l'interdiction des plus nocifs passent aux oubliettes. De pseudo études socio-économiques basées sur la poursuite des pratiques actuelles sont avancées pour contredire les constats développés par les comptes-rendus scientifiques HMUC (Hydrologie Milieux Usages Climat). En déclarant un moratoire sur les droits de pompage, une mise à l'arrêt des instances de l'eau et le siphonnage des budgets des Agences de l'eau, l'État nous fait prendre un retard considérable. Il fait des milieux humides la variable d'ajustement de sa politique de l'eau.

Bassines Non Merci dénonce ces choix : ils sont à l'opposé de ce qu'impose la bascule climatique qui s'opère sous les yeux de tou.te.s.

Partout en France, les Commissions Locales de l'Eau (les CLE) sont mises à l'arrêt par l'État via les services préfectoraux aux ordres.

Ces instances locales de gestion de l'eau, pour chaque bassin versant, qu'elles soient nommées CLE ou parlement de l'eau (comme sur le bassin de la Vilaine), sont composées de représentant.es des associations de protection de l'environnement, des consommateur.ices au sein d'associations comme l'UFC Que Choisir, des représentant.es des fédérations de pêcheurs, d'élu.es en charge de la gestion de l'eau potable, des services de l'État tel l'OFB en charge de la protection de l'environnement et des milieux. Dans nombre d'entre elles, les irrigants sont sur-représentés. Au-delà des chambres d'agriculture, certains cadres des services des DDT et certain.es élu.es votent avec l'agro-industrie, comme l'a démontré [l'enquête de Greenpeace sur ces instances](#). En décidant de donner encore davantage de poids à l'agro-industrie, selon [sa déclaration du 13/01/26](#), les orientations prises unilatéralement par Lecornu mettent en péril une véritable démocratie de l'eau. La participation des habitant.es dans les parlements de l'eau est à défendre avec force et détermination.

Les irrigants, qui ne représentent qu'une dizaine de pourcentages du monde agricole, sont ceux qui tirent les bénéfices de la colère agricole. Dans le même objectif de protéger les exportations de veaux à l'engraissement en abattant des troupeaux entiers, ici c'est le maïs qui bénéficie des accords du Mercosur et qui impacte profondément les populations de paysan.nes des pays du sud, tout en bloquant ici des orientations agroécologiques qu'il est urgent de prendre.

Face à un gouvernement qui poursuit sa politique mortifère au seul profit du capital, Bassines Non Merci exige que les millions du Fonds Hydraulique et de tous les financements captés par l'agro-industrie (PAC, POSEI) soient alloués au soutien et à l'installation de petites fermes en agroécologie, à la restauration des zones humides en aidant financièrement les paysan.ne.s, à permettre à tou.te.s de retrouver nos capacités à assurer l'accès à l'eau potable et à préserver la ressource tant en quantité qu'en qualité. Aussi, pour que des paysan.ne.s nombreux vivent dignement et produisent une nourriture saine, pour stopper le phénomène de retrait des argiles dans les sols, conséquence directe de l'assèchement des sols et accéléré par le drainage.

Partout les politiques de grands travaux inutiles dégradent et détruisent les milieux, perturbent et font disparaître les espoirs des populations à décider par elles-mêmes. Pour inverser ce constat, Bassines Non Merci appelle à soutenir partout les mobilisations en faveur de la préservation de l'eau, notamment [celles des 7, 8 et 11 février à Paris contre la Loi Duplomb 1 et 2 !](#)